

République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par [le Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

INDICATEURS CLÉS

Coût médian du MEB

346'956 FC

121,53 USD²

▼ - 8 069 FC -2%

Minimum³ : 241'699 FC

Maximum : 444'234 FC

Taux de change

Officiel

1 USD² = 2'855 FC

▶ 0%

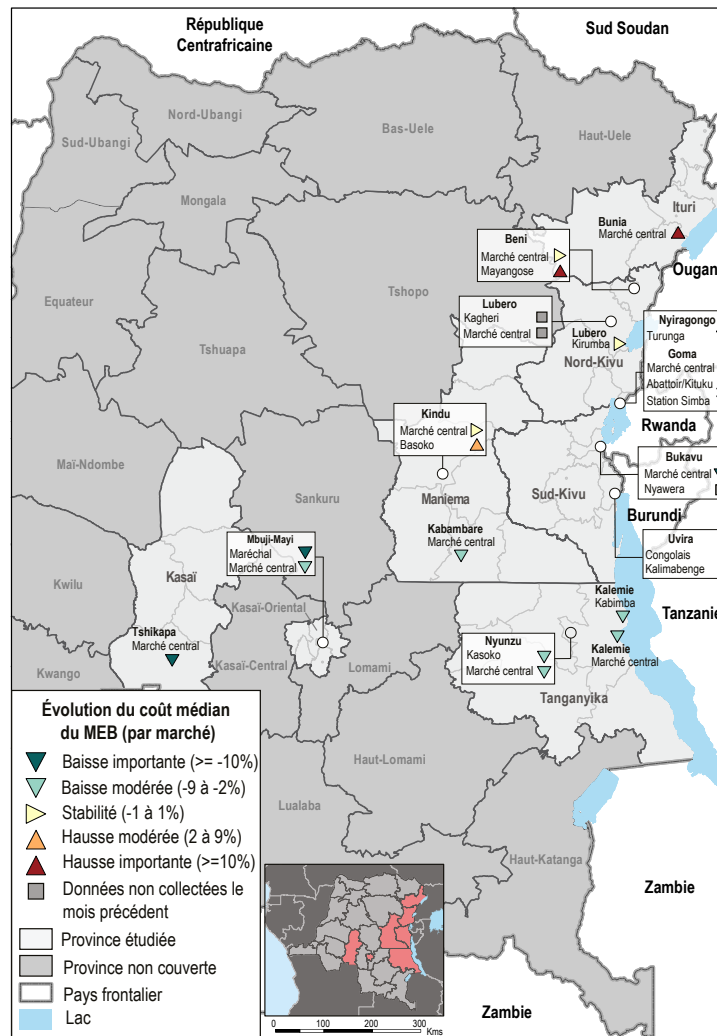
Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = 2'875 FC

▲ +3%

8	Organisations partenaires
24	Marchés évalués
469	Commerçants enquêtés
74%	Femmes commerçantes
9	Produits évalués ⁴
Du 15 mars au 02 avril	
Dates de collecte	

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



MESSAGES CLÉS

- Après une baisse de 4% en janvier, suivie d'une hausse de 5% en février, le coût médian du MEB a baissé de 2% en mars, passant de 355'025 FC en février à 346'956 FC en mars. Le coût médian du MEB s'échelonnait de 241'699 FC (84,66 USD) au marché central de Nyunzu dans la province du Tanganyika à 444'234 FC (155,60 USD) au marché central de Bunia en Ituri.
- L'insécurité dans les zones alentours de Bunia et d'Uvira semble avoir été à l'origine de coûts médians du MEB élevés. En outre, l'insécurité aurait également contribué aux graves problèmes de fonctionnalité dans les marchés évalués du territoire d'Uvira.
- Par rapport à février, les commerçants interrogés ont eu tendance à avoir rapporté de plus grandes difficultés de réapprovisionnement, notamment expliquées par la hausse des prix pratiqués par les fournisseurs, le mauvais état des routes et l'instabilité du taux de change. L'instabilité du taux de change aurait entre autres limité la capacité des commerçants à avoir une visibilité sur les prix pratiqués par les fournisseurs à venir. Cette instabilité du taux de change pourrait également encore accroître les difficultés financières des clients à se procurer les articles de base, déjà en hausse en mars.

MEB⁵

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans⁶) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

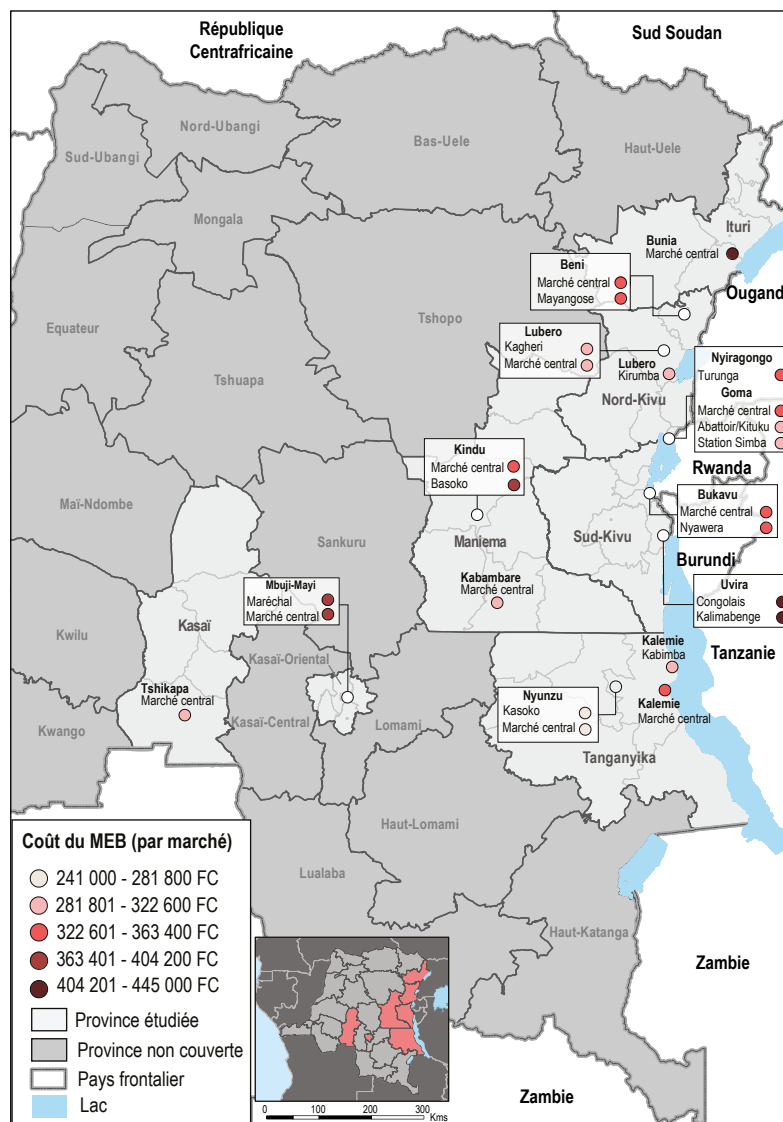
Articles alimentaires	Qté./ ménage/ mois
Farine de maïs	37,5 kg
Farine de manioc	37,5 kg
Haricots	27 kg
Huile	3,3 L
Sel	0,75 kg

Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	Qté./ ménage/ mois
Savon en brique (800 g)	3 pièces
Savon lessive en poudre (50 g)	6 pièces
Bandes hygiéniques (paquet de 10)	2 pièces
Combustible (brasse, charbon, bois)	10 kg

Articles ménagers essentiels (AME) ⁷	Qté./ ménage/an
Natte deux places	2 pièces
Moustiquaire deux places	2 pièces
Bidon en plastique	2 pièces
Pagne 100% coton	1 pièce
Lampe solaire ou à pile	1 pièce

Autres dépenses ⁸	Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport	70 200 FC
Éducation	Fournitures	4 875 FC
Communication	100 unités	2 000 FC
Abri	Entretien du logement	10 000 FC

Coût médian du MEB par marché



Tendances principales

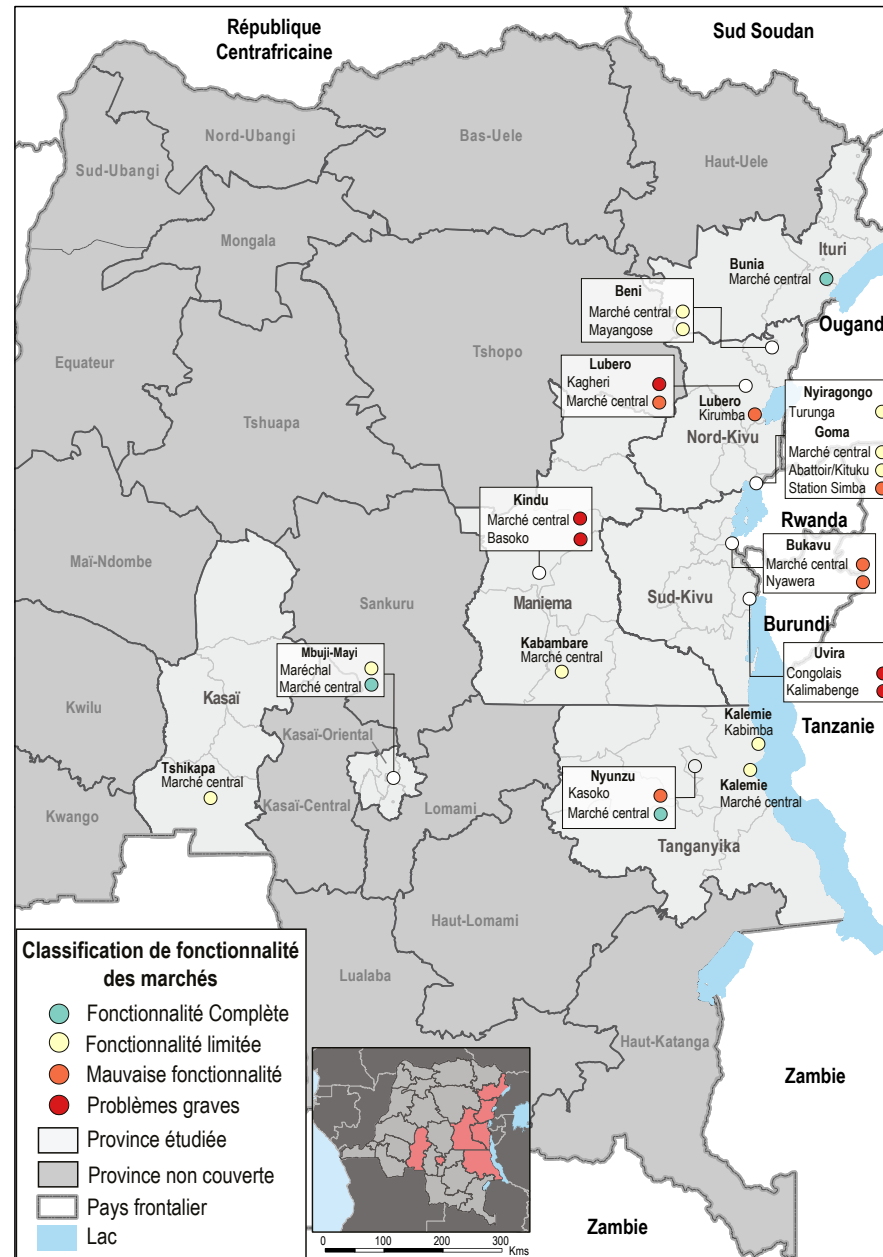
- Coût médian du MEB élevé relevé au marché central de Bunia :** En mars, le coût médian du MEB a augmenté de 18% au marché central de Bunia, après une légère baisse de 2% au mois de février. Le coût médian du MEB de ce marché était le plus important relevé ce mois (444'234 FC). Cette hausse serait notamment attribuable à la hausse du coût médian du panier alimentaire (+27%), expliquée par la hausse des prix médians des haricots et de la farine de maïs. Les raisons principales mentionnées par les 3 des 4 commerçants interrogés ayant rapporté une hausse des prix des articles alimentaires étaient notamment liées à l'insécurité qui aurait rendu le réapprovisionnement plus difficile (2/3), à une baisse de l'offre de ces produits du fait des difficultés pour les vendeurs locaux à restocker ces articles (2/3) ainsi qu'au changement de saison qui aurait eu un impact négatif sur les conditions de circulation (2/3). En outre, les opérations militaires dans la région de Fataki étaient également mentionnées par plusieurs médias⁹ pour expliquer la hausse des prix des denrées de base en mars. Ces combats ont notamment affecté la route nationale 27 reliant Bunia à l'Ouganda, lieu principal de production des haricots et de la farine de maïs vendus par les commerçants interrogés (3/3).
- Importants coûts médians du MEB recensés dans les marchés évalués à Uvira :** Les coûts médians du MEB des marchés Congolais et Kalimabenge figuraient parmi les plus élevés relevés au mois de mars, atteignant respectivement 423'142 FC et 424'015 FC. En particulier, le coût médian du MEB aurait augmenté de 19% au marché Congolais entre décembre (mois où le marché a été évalué pour la dernière fois) et mars. En outre, tous les commerçants interrogés sur ces deux marchés ont rapporté une hausse des prix des produits alimentaires et EHA/combustible en mars. Pour les produits alimentaires, l'insécurité qui aurait rendu le réapprovisionnement plus difficile et la variation du taux de change figuraient parmi les raisons principales citées par les commerçants des deux marchés. Pour les produits EHA/combustible, les raisons citées étaient multiples et hétérogènes.
- Coûts médians du MEB en baisse au marché Station Simba de Goma et au marché central de Bukavu :** À Bukavu, après une hausse de 36% en février, le coût médian du MEB du marché central a baissé de 24% en mars pour atteindre 343'687 FC. À Goma, une tendance similaire a été observée pour le marché Station Simba, où le coût médian du MEB semblait avoir baissé de 13% en mars pour atteindre 296'064 FC, après une hausse équivalente en février. Ces baisses s'expliquaient notamment par la baisse du coût médian du panier alimentaire. Toutefois, la majorité des commerçants interrogés dans ces deux marchés (11/16 au marché central de Bukavu et 7/11 au marché Station Simba) avaient plutôt perçu une hausse des prix de ces articles en mars du fait des variations du taux de change, alors que la hausse des prix pratiqués par les fournisseurs était également une raison rapportée au marché Station Simba.
- Stabilité au marché central de Beni, hausse du coût médian du MEB au marché Mayangose :** Après une hausse de 30% de son coût médian du MEB en février, le marché central de Beni a vu son coût médian du MEB se stabiliser en mars autour de 360'328 FC, stabilité également rapportée par la majorité des commerçants interrogés. Au contraire, le coût médian du marché Mayangose a augmenté de 13%, après une hausse de 9% en février, pour atteindre 350'225 FC. Cette hausse s'expliquerait notamment par une hausse du coût médian des paniers alimentaires et EHA/combustible. Pour autant, les commerçants ne semblaient pas avoir perçu une telle hausse.

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions¹⁰:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et / ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés

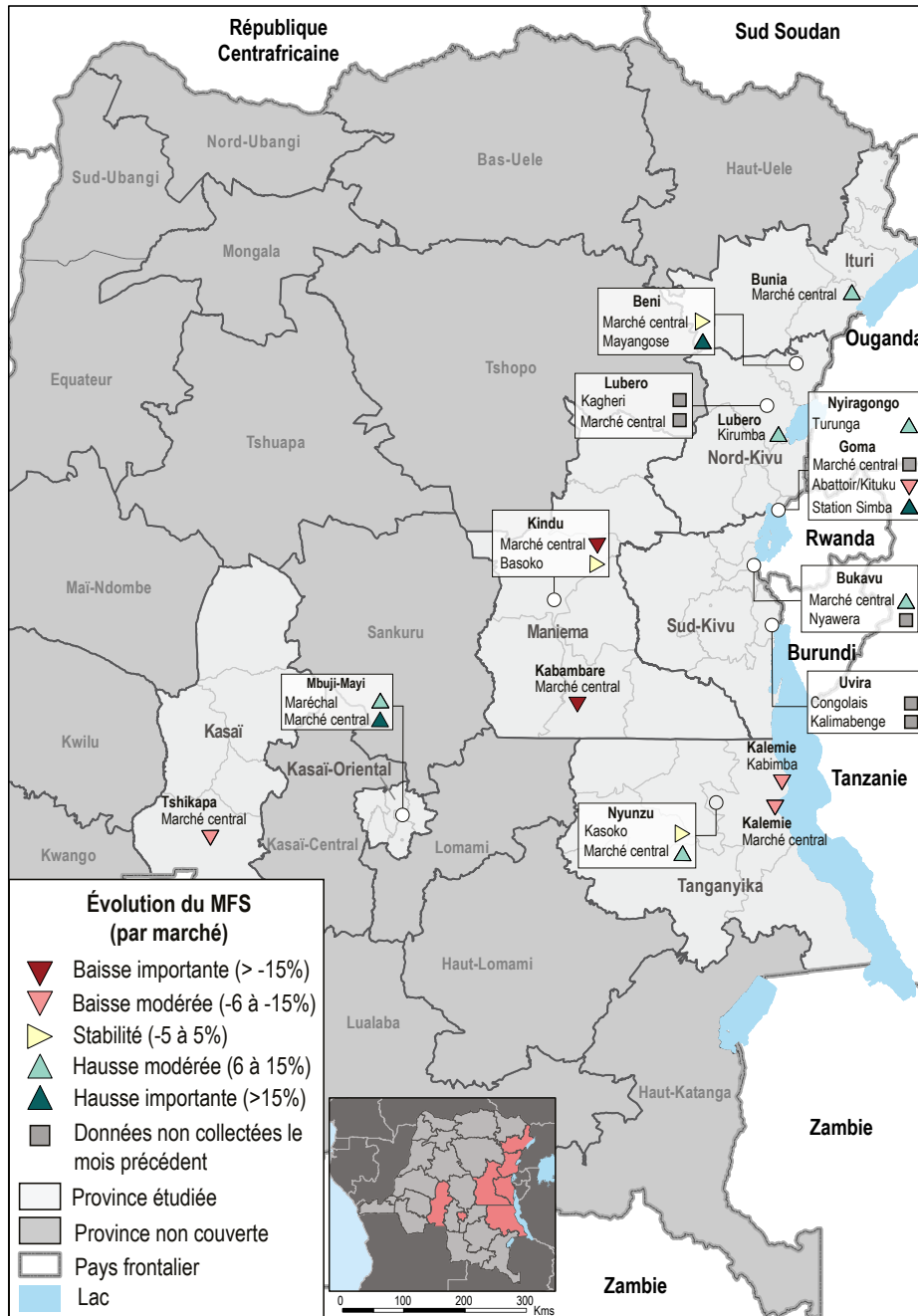


Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités¹¹.

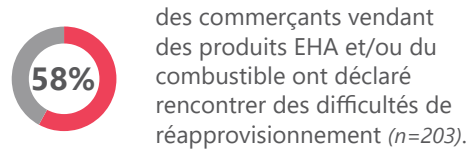
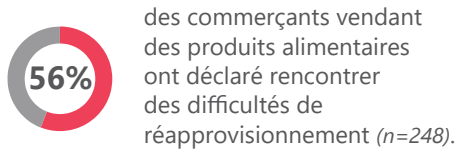
Évolution du MFS par rapport au mois précédent, par marché



Tendances principales

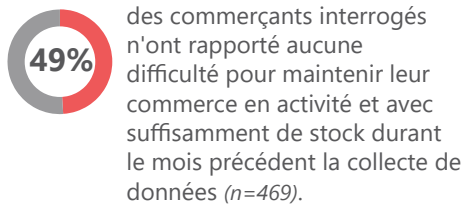
- À Uvira, l'insécurité entraînant de graves problèmes de fonctionnalité dans les marchés évalués :** En mars, les marchés Congolais et Kalimabenge étaient les marchés **disposant des plus bas scores de fonctionnalité** (34/100 pour le marché Kalimabenge et 42/100 pour le marché Congolais). Le marché Kalimabenge disposait d'un **accès physique, routier et sécuritaire limité lié à l'insécurité dans la région** selon les commerçants interrogés, qui ont également exprimé des **peurs de violence et de pillage**. De plus, l'abordabilité des prix des produits y était limitée, avec des **prix élevés**, une **difficulté des commerçants à prévoir les prix pratiqués par leurs fournisseurs sur le mois à venir** du fait de l'instabilité du taux de change et du contexte sécuritaire ainsi que des **difficultés financières des clients** rapportées par les commerçants interrogés. Concernant la résilience des circuits d'approvisionnement, les commerçants interrogés ont également rapporté des **difficultés pour maintenir leur commerce ouvert** avec suffisamment de stock du fait de difficultés liées à des **conditions physiquement dangereuses** dans la région, alors qu'en moyenne les durées d'approvisionnement étaient plus longues que la durée d'écoulement des stocks pour beaucoup d'articles. Enfin, **les infrastructures de stockage et de paiement étaient limitées**. Par ailleurs, si le marché Congolais disposait d'une meilleure résilience des circuits d'approvisionnement que le marché Kalimabenge, des problèmes similaires d'accès, d'abordabilité des prix des produits et d'infrastructures y ont été rapportés.
- Mauvaise fonctionnalité des marchés évalués au Lubero :** Si les **marchés central et Kirumba disposaient d'une mauvaise fonctionnalité** (ce qui était déjà le cas pour le marché Kirumba également évalué en février), le marché Kagheri avait de **graves problèmes de fonctionnalité** en mars. Pour les trois marchés, une **faible abordabilité des prix des produits** y a été relevée, avec en particulier d'importantes **difficultés financières des clients**. En outre, les commerçants interrogés dans les **marchés Kagheri et central** ont rapporté des **problèmes d'accès physique et sécuritaire notamment du fait de combats actifs dans la région**, alors que des dangers sur les routes menant au marché central avaient aussi été relevés. Enfin des problèmes liés aux **infrastructures de stockage ont été rapportés dans les trois marchés**, alors que **les marchés Kagheri et Kirumba disposaient également d'infrastructures de paiement limitées**. En particulier, ces infrastructures semblaient s'être dégradées entre février et mars au marché Kirumba. Si la situation continuait à se dégrader, le marché pourrait connaître de graves problèmes de fonctionnalité dans les mois à venir.
- À Kindu, de graves problèmes de fonctionnalité observés aux marchés Basoko et central :** Comme en février, le marché Basoko de Kindu avait de graves problèmes de fonctionnalité en mars. Si **l'abordabilité des prix des produits, l'accessibilité et la résilience des circuits d'approvisionnement** y étaient déjà limités en février, une nouvelle dégradation a été observée en mars. Par ailleurs, la disponibilité **d'infrastructures de stockage sur le marché semble avoir diminué** en comparaison de février. Par ailleurs, la fonctionnalité du marché central s'est dégradée en mars, passant de limitée à problèmes graves. **L'abordabilité des prix des produits** y était déjà limitée en février et a continué à se détériorer avec de plus grandes **difficultés pour les commerçants à prévoir les prix pratiqués par les fournisseurs sur le mois à venir** ainsi que de plus grandes **difficultés financières des clients**. En outre, **l'accès sécuritaire au marché et la résilience des circuits d'approvisionnement** (durées de réapprovisionnement importantes au regard des durées d'écoulement des stocks, et difficultés plus grandes des commerçants à maintenir leurs commerces) semblaient s'être dégradés.
- Amélioration de la fonctionnalité au marché Turunga de Nyiragongo :** La fonctionnalité du marché Turunga s'est améliorée en mars, passant de **graves problèmes de fonctionnalité à fonctionnalité limitée**. En cause, une **amélioration de l'accès physique et routier** au marché rapportée par les commerçants interrogés, alors que **l'accès sécuritaire au marché restait limité**. Enfin, les commerçants ont eu tendance à **moins rapporter la présence de bâtiments endommagés ou dangereux** sur le marché et un meilleur accès à des **infrastructures de stockage**.

RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

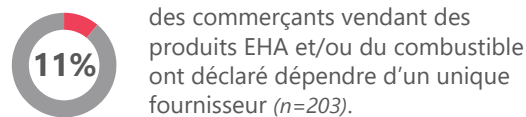
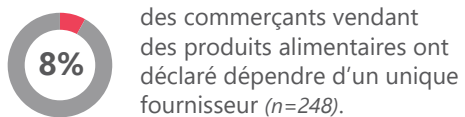
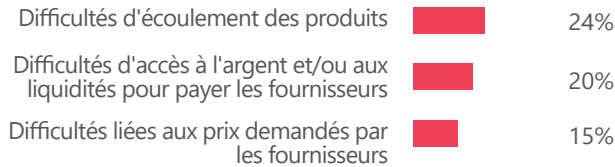


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article :
(Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (N=139)	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (N=118)
1	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs 63%	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs 48%
2	Mauvais état des routes 37%	Mauvais état des routes 44%
3	Instabilité du taux de change 36%	Instabilité du taux de change 37%

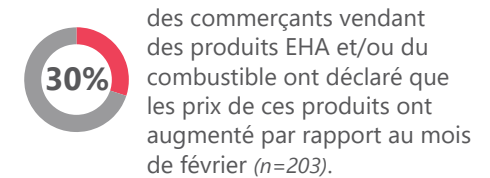
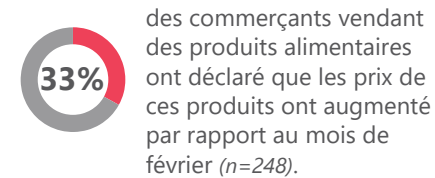
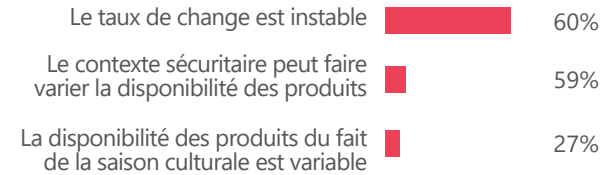


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=469)



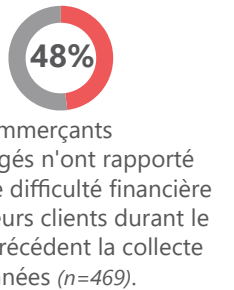
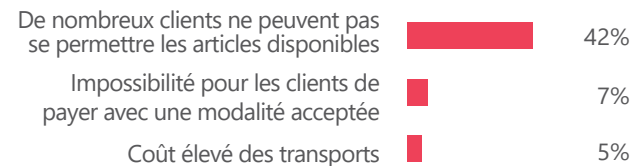
PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=382)



ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=469)



Facteurs de sécurité les plus fréquemment rapportés par les commerçants ayant eu un impact négatif sur les commerces, les clients ou les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=469)



Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page [Z](#). Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans

tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée¹².

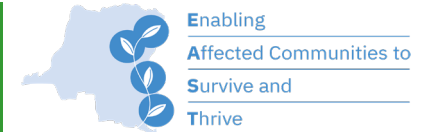
Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page [Z](#).

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

Partenaires de l'initiative :



À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes d'interactions de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

NOTES DE FIN

1 OCHA, février 2025, [République démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2025 \(février 2025\)](#).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

4 À partir de février 2025, les AME seront mesurés mensuellement par les partenaires du consortium EAST dans leurs zones d'intervention. Pour les autres marchés, les prix des AME seront toujours évalués tous les 3 mois. Ainsi, le nombre de produits évalués en mars était de 14 dans les marchés central et Kabimba de Kalémie, Kasoko et central de Nyunzu ainsi que dans les marchés central et Mayangose de Beni, alors qu'il était de 9 dans les autres marchés évalués.

5 Les articles alimentaires, les articles EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Ce mois-ci, les prix pour les AME n'ont pas été collectés dans les marchés évalués (excepté ceux évalués par les partenaires EAST *cf note 4*) et les coûts collectés en janvier ont donc été utilisés.

6 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateurs multiples [MICS-RDC-2018](#).

7 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

8 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de

l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du [MEB national harmonisé](#).

9 Voir notamment les sources suivantes :

RFI, 30 mars 2025, [RDC: les prix montent à Bunia, dans l'est du pays, en raison des opérations militaires](#).

Radio Okapi, 26 mars 2025, [Hausse du prix du haricot à la suite des affrontements UPDF-CODECO/URDPC à Fataki](#).

10 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% du score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

11 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

12 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché - quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait

à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

[Le Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Mars 2025	Base de données	
Evaluation rapide des marchés - Rutshuru	Fiche d'information	
Evaluation rapide des marchés - Nyiragongo	Fiche d'information	
Février 2025	Fiche d'information	Base de données
Janvier 2025	Fiche d'information	Base de données
Evaluation rapide des marchés de Bukavu	Fiche d'information	
Evaluation rapide des marchés de Goma	Fiche d'information	

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).